



GOURNAY
SUR MARNE

ARRÊTÉ DU MAIRE **N°T 2024-09-80T**

Objet : Réglementation du stationnement et de la circulation. Travaux de contrôle des mats d'éclairage dans toutes les rues de la commune du 23 septembre au 14 octobre inclus.

Le Maire de Gournay-sur-Marne (Seine-Saint-Denis),

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et les articles L 2212-2, L 2213-1 et L 2213-2,

VU le Code de la route l'article R 417 -1, R 417-5, R 417-8, R 417-10, R 417-11, R 417-12 et R 325-1,

VU la Circulaire ministérielle n° 188 du 7 Avril 1967 relative aux pouvoirs de police confiés aux Maires en matière de circulation,

VU la Loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,

VU l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière livre I – huitième partie signalisation temporaire,

VU l'Instruction interministérielle du 22 octobre 1963 sur la signalisation routière, modifiée par l'arrêté du 15 Juillet 1974, par la Circulaire n°68-103 du 30 Octobre 1968 et par l'arrêté du 24 novembre 1967, modifié par les arrêtés des 17 octobre 1968 et 23 Juillet 1970, 8 Mars 1971 et 10 Juillet 1974,

CONSIDÉRANT qu'en raison de travaux de contrôle des mats d'éclairage dans toutes les rues de la commune de Gournay-sur-Marne, réalisés par la société ROCH SERVICE (5 rue du petit Albi, 95807 CERGY, tel : 01.30.75.80.15) pour le compte de SPIE, il est nécessaire de prendre les mesures d'ordre général propres à assurer le bon déroulement de ces travaux et la sécurité publique,

CONSIDÉRANT que des mesures restrictives temporaires doivent être apportées, portant sur la réglementation du stationnement et de la circulation, **dans toutes les rues de la commune,**

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : Du lundi 23 septembre 2024 au lundi 14 octobre 2024 inclus, le stationnement des véhicules sera interdit et considéré comme gênant, dans la zone balisée des travaux entrepris, de part et d'autre du chantier, dans toutes les rues de la commune de Gournay-sur-Marne.

Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 2 : Pendant la durée des travaux, la circulation des piétons sera interdite dans la zone balisée des travaux entrepris. La circulation des piétons devra être assurée en permanence et en sécurité. Les piétons emprunteront le cheminement mis en place par l'entreprise.

ARTICLE 3 : Pendant la durée des travaux, la circulation des véhicules pourra être réduite à une seule voie de passage, organisée en demi-chaussée en alternance. La circulation sera régulée par des bandes biaisées alternées rouges et blanches rétro-réfléchissantes de classe 2, panneau AK5 + 3R2 (sur le toit) et feu tournant (sur le toit), au fur et à mesure de l'avancement des travaux, afin de conserver la fluidité du trafic automobile dans toutes les rues de la commune. La circulation des véhicules sera limitée à 30 km/h.

.../...

En cas de circulation interdite, une déviation sera prévue par les rues adjacentes.

ARTICLE 4 : La signalisation sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992. Le pétitionnaire sera seule responsable des accidents pouvant survenir du fait de la mauvaise implantation, de l'apposition de panneaux non appropriés et/ou du mauvais entretien de la signalisation.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Montreuil (7 rue Catherine Puig, 93100, Montreuil) dans un délai de deux mois à compter sa publication ou affichage ou notification, ou dans un délai de deux mois à compter de la réponse du Maire si un recours gracieux a été introduit.

ARTICLE 6 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur le Commissaire de Noisy-le-Grand, le Commandant de la BSPP de Noisy-le-Grand, Madame la Directrice des Services Techniques, le Responsable de la Police Municipale de Gournay-sur-Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

ACTE RENDU EXÉCUTOIRE
Compte tenu de la publication le :
23 septembre 2024

Fait à Gournay-sur-Marne,
10 septembre 2023



L'adjoint au Maire
chargé du Cadre de Vie
Delphine SCHLEGEL